

Marché public n° 2025-12-MPF

Acquisition de pianos pour le Conservatoire national  
supérieur de musique et de danse de Paris

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES  
(CCP)

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - PREAMBULE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 2 - OBJET ET CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU PRÉSENT MARCHÉ .....</b>	<b>6</b>
2.1 - Objet du présent marché .....	6
2.2 - Nature du marché .....	6
2.3 - Décomposition du présent marché.....	6
2.4 - Durée du présent marché.....	6
2.5 - Pièces contractuelles.....	6
<b>ARTICLE 3 - GÉNÉRALITÉS .....</b>	<b>7</b>
3.1 - Désignation des parties au marché .....	7
3.1.1 - <i>Représentation du Conservatoire</i> .....	7
3.1.2 - <i>Représentation du Titulaire</i> .....	7
3.1 - Groupement d'opérateurs économiques.....	7
3.2 - Sous-traitance .....	7
3.3 - Ordres de service (OS).....	7
<b>ARTICLE 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>8</b>
4.1 - Prestations .....	8
4.2 - Délais.....	8
4.1 - Essais des instruments.....	8
4.2 - Développement durable .....	8
4.2.1 - <i>Clause d'insertion sociale</i> .....	8
4.2.2 - <i>Clause environnementale</i> .....	8
4.3 - Livraison.....	8
4.3.1 - <i>Lieu de livraison</i> .....	9
4.3.2 - <i>Bons de livraison</i> .....	9
4.3.3 - <i>Manutention</i> .....	9
4.3.4 - <i>Sursis de livraison</i> .....	9
<b>ARTICLE 5 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>10</b>
5.1 - Opérations de vérification.....	10
5.2 - Déroulement des opérations de vérification.....	10
5.3 - Admission, ajournement, réfaction et rejet des prestations.....	10
5.3.1 - <i>Admission (service fait)</i> .....	10
5.3.2 - <i>Ajournement</i> .....	10
5.3.3 - <i>Réfaction</i> .....	10
5.3.4 - <i>Rejet</i> .....	10
<b>ARTICLE 6 - PRIX ET RÈGLEMENT.....</b>	<b>11</b>
6.1 - Règles générales .....	11
6.2 - Caractéristiques des prix .....	11

6.3 – Contenu des prix .....	11
6.4 – Détermination des prix de règlement.....	11
6.4.1 – Révision des prix.....	11
6.4.2 – Clause promotionnelle.....	11
6.5 – Avance.....	11
6.6 – Règlement des prestations.....	12
6.6.1 – Modalités de financement du présent marché.....	12
6.6.2 – Modalités de règlement .....	12
6.6.3 – Calcul du montant dû par le Conservatoire au titre des prestations fournies.....	12
6.6.4 – Acceptation de la demande de paiement par le Conservatoire .....	12
6.6.5 – Paiement pour solde et règlements partiels définitifs.....	12
6.6.6 – Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques.....	12
6.6.7 – Délais de paiement – intérêts moratoires.....	13
6.6.8 – Taxes.....	14
6.7 – Demande de paiement (facture).....	14
6.7.1 – Contenu de la demande de paiement.....	14
6.7.2 – Remise de la demande de paiement .....	15
6.7.3 – Transmission électronique des factures.....	15
6.7.4 – Rejet de la demande de paiement .....	15
6.8 – Exécution financière .....	16
6.8.1 – Acomptes.....	16
6.8.2 – Retenue de garantie .....	16
6.1 – Cession ou nantissement des créances.....	16
<b>ARTICLE 7 – DIFFÉRENTS ET PÉNALITÉS.....</b>	<b>17</b>
7.1 – Résiliation du présent marché.....	17
7.2 – Pénalités .....	17
7.2.1 – Pénalités pour retard.....	17
7.2.2 – Autres pénalités.....	17
7.3 – Règlement des litiges.....	17
<b>ARTICLE 8 – DISPOSITIONS DIVERSES.....</b>	<b>18</b>
8.1 – Forme des notifications et informations .....	18
8.2 – Informations réciproques .....	18
8.2.1 – Informations données par le Conservatoire au Titulaire pendant l'exécution du présent marché.....	18
8.2.2 – Informations données par le Titulaire au Conservatoire.....	18
8.3 – Modalités de computation des délais d'exécution des prestations .....	19
8.4 – Pièces à remettre au Titulaire.....	19
8.5 – Prestations similaires.....	19
8.6 – Propriété intellectuelle .....	19
8.7 – Confidentialité, protection des données personnelles et mesures de sécurité ...	20
8.8 – Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail .....	20
8.8.1 – Lutte contre le travail dissimulé .....	20
8.8.2 – Emplois de travailleurs étrangers .....	20
8.9 – Protection de l'environnement, sécurité et santé .....	20

8.10 - Assurances et responsabilité .....	20
8.11 - Transfert du présent marché.....	20
<b>ARTICLE 9 - DÉROGATIONS AU CCAG-FCS.....</b>	<b>22</b>

CONSULTATION

## ARTICLE 1 - PREAMBULE

Le Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris (CNSMDP) forme des musiciens de haut niveau.

Il compte plus de 1200 élèves et près de 400 professeurs. Il possède un riche parc d'instruments de musique, parmi lesquels des pianos d'exception – dont certains ont été fabriqués dès 1850 – et des pianos de travail.

L'acquisition d'instruments de musique au CNSMDP est essentielle afin de permettre aux étudiants de préparer dans les meilleures conditions leurs examens et concours.

Ces achats sont soumis à plusieurs réalités du milieu de la musique savante et de répertoires spécifiques (création contemporaine, jazz, musiques actuelles, etc.) :

- Des besoins artistiques :

Certaines gammes et marques d'instruments sont très largement utilisées par les orchestres professionnels et les solistes au plus haut niveau de pratique. Ce sont donc celles auxquelles seront confrontés les étudiants lors des différentes étapes de leur parcours (examens, concours, enregistrements, etc.), ainsi que dans le cadre de leur intégration professionnelle.

- Des besoins pédagogiques :

Au sein de ces gammes et marques plébiscitées, les choix artistiques des enseignants est une composante essentielle de la pédagogie au CNSMDP et oriente également le choix des instruments. C'est la raison pour laquelle le parc instrumental doit pouvoir maintenir une diversité et une grande qualité de marques et de modèles.

- Des besoins techniques

Les instruments peuvent être joués plusieurs heures par jour tout au long de l'année, sur une grande variété de répertoires. Les critères de robustesse et de facilité d'entretien, en particulier pour les pianos, sont essentiels.

## **ARTICLE 2 – OBJET ET CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU PRÉSENT MARCHÉ**

### **2.1 – Objet du présent marché**

Le présent marché public a pour objet l'acquisition et la livraison de pianos pour le Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris.

### **2.2 – Nature du marché**

Le présent marché est un marché public de fournitures, au sens des articles L. 2, L. 1111-1 et plus particulièrement de l'article L. 1111-3 du CCP.

Il est mono-attributaire.

### **2.3 – Décomposition du présent marché**

Conformément à l'article L. 2113-11 du Code, la dévolution en lots séparés aurait été de nature à rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations objet du présent marché, c'est pourquoi il n'est pas alloti.

### **2.4 – Durée du présent marché**

Conformément à l'article R. 2182-4 du Code et à l'article 8.3 – *infra*, les stipulations du présent marché prendront effet à compter du lendemain de la prise de connaissance de sa notification par son Titulaire.

Il est conclu jusqu'à la date de fin de garantie la plus tard.

### **2.5 – Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1. du CCAG-FCS, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du présent marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

1. L'acte d'engagement (AE) ;
2. Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
3. Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;
4. La fiche de contact administratif et technique (FCAT) ;
5. L'offre technique du Titulaire.

Les éventuels actes modificatifs auront la même valeur que le document qu'ils modifient.

## ARTICLE 3 – GÉNÉRALITÉS

### 3.1 – Désignation des parties au marché

Le présent marché est conclu entre :

- Le Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, dénommé ci-après « Conservatoire » ou « CNSMDP » ;  
Et
- Le Titulaire du présent marché désigné comme tel dans l'acte d'engagement, dénommé ci-après « Titulaire ».

#### 3.1.1 – Représentation du Conservatoire

Il est dérogé à l'article 3.3. du CCAG-FCS.

Le Chef du Parc instrumental est habilité à représenter le Conservatoire dans l'exécution du présent marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Conservatoire en cours d'exécution du présent marché.

Ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au Titulaire, les décisions nécessaires engageant le Conservatoire.

#### 3.1.2 – Représentation du Titulaire

Il est dérogé à l'article 3.4.1. du CCAG-FCS.

Le Titulaire a désigné une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du Conservatoire, pour les besoins de l'exécution du présent marché, au moment du dépôt de son offre, dans la FCAT.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire en cours d'exécution du présent marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au Conservatoire les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

### 3.1 – Groupement d'opérateurs économiques

*Confer* article 3.5. du CCAG-FCS.

### 3.2 – Sous-traitance

*Confer* article 3.5. du CCAG-FCS.

Nonobstant cela, il est rappelé que, conformément à l'article L. 2193-1 du Code, la sous-traitance n'est pas autorisée dans les marchés publics de fournitures pour les tâches essentielles.

### 3.3 – Ordres de service (OS)

*Confer* article 3.8. du CCAG-FCS.

## ARTICLE 4 – MODALITÉS D'EXÉCUTION

Les prestations devront être conformes aux stipulations du présent marché.

### 4.1 – Prestations

Le présent marché a pour objet l'acquisition de trois ou quatre (PSE) pianos Yamaha C3X ou équivalent, neufs ou d'occasion de moins de trois ans.

### 4.2 – Délais

La date de début d'exécution du marché est la date de notification du marché. En cas de modification de la date de début d'exécution du marché, un ordre de service sera notifié au Titulaire en ce sens.

#### 4.1 – Essais des instruments

Un essai préalable avant admission est demandé à la livraison de chaque instrument.

Cet essai est réalisé par un comité *ad hoc*, réunissant un ou plusieurs professeurs et un ou plusieurs techniciens nommés par le Conservatoire. Le représentant du Conservatoire informe le Titulaire du nom des personnes retenues pour chaque comité.

Les essais des pianos doivent pouvoir être organisés dans un premier temps dans un rayon géographique proche du Conservatoire (accessible en transport en commun francilien), dans un espace d'exposition et d'essai approprié.

Si aucun exemplaire ne correspond aux exigences artistiques et techniques dudit comité, le Titulaire mettra à disposition d'autres exemplaires du modèle souhaité ou, à défaut, organisera à ses frais un déplacement dans le *showroom* du ou des fabricants.

#### 4.2 – Développement durable

##### 4.2.1 – Clause d'insertion sociale

Sans objet.

##### 4.2.2 – Clause environnementale

Il est dérogé au paragraphe 16.2.1. du CCAG-FCS.

Le Titulaire respecte les obligations environnementales figurant, notamment, dans le CCTP. Le respect de ces obligations peut faire l'objet d'un contrôle effectif.

Aussi, conformément à l'article 21.1. du CCAG-FCS, le Titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

### 4.3 – Livraison

Le Titulaire a la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens lui permettant de garantir la qualité des produits livrés ainsi que leur conformité aux exigences du présent marché et en apporter la preuve.



#### **4.3.1 - Lieu de livraison**

Le Titulaire contactera le représentant du Conservatoire pour fixer avec lui la date et l'heure de la livraison.

La livraison s'effectue à destination, franco de port, à l'adresse suivante :

Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris  
Quai de déchargement  
8, rue du nouveau Conservatoire  
75019 - PARIS

#### **4.3.2 - Bons de livraison**

*Confer* articles 21.2. et 21.3. du CCAG-FCS.

#### **4.3.3 - Manutention**

*Confer* article 21.4. du CCAG-FCS.

#### **4.3.4 - Sursis de livraison**

*Confer* article 21.5. du CCAG-FCS.

CONSULTATION

## ARTICLE 5 – CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

### 5.1 – Opérations de vérification

*Confer* article 27 du CCAG-FCS.

### 5.2 – Déroulement des opérations de vérification

*Confer* article 28 du CCAG-FCS.

### 5.3 – Admission, ajournement, réfaction et rejet des prestations

L'admission, l'ajournement, la réfaction et le rejet des prestations peut être fait sous diverses formes, comme par courriel.

Il est précisé que la signature d'un bon de livraison ne vaut pas admission des prestations ainsi livrées.

#### 5.3.1 – Admission (service fait)

Le Conservatoire prononce l'admission des prestations si elles répondent aux stipulations du présent marché.

*Confer* article 30.1. du CCAG-FCS.

#### 5.3.2 – Ajournement

*Confer* article 30.2. du CCAG-FCS.

#### 5.3.3 – Réfaction

*Confer* article 30.3. du CCAG-FCS.

#### 5.3.4 – Rejet

*Confer* article 30.4. du CCAG-FCS.

## ARTICLE 6 – PRIX ET RÈGLEMENT

### 6.1 – Règles générales

Les prix sont réputés établis sur la base de la connaissance acquise du Titulaire, préalablement à la remise de son offre, celui-ci reconnaissant avoir notamment apprécié toute difficulté éventuelle inhérente au site, vérifié les indications portées dans les documents du dossier de consultation des entreprises (DCE) et demandé tous les renseignements complémentaires nécessaires.

### 6.2 – Caractéristiques des prix

Les prix sont fermes, unitaires et définitifs.

### 6.3 – Contenu des prix

Les prix sont également réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, ainsi que :

- Le conditionnement, l'emballage, l'étiquetage et la manutention ;
- L'assurance ;
- La garantie ;
- La documentation ;
- Le déchargement à destination et aux opérations de vérifications.

En outre, dans le cadre d'un groupement, la rémunération du Mandataire comporte la coordination des prestations.

Enfin, les prix s'entendent également franco de port.

### 6.4 – Détermination des prix de règlement

#### 6.4.1 – Révision des prix

Les prix étant fermes pendant toute la durée du marché, ils ne sont pas révisables.

#### 6.4.2 – Clause promotionnelle

Le Titulaire s'engage à faire bénéficier le Conservatoire des prix ou rabais promotionnels qui pourraient être proposés à sa clientèle dans la mesure où ils seraient plus avantageux pour lui que les prix remisés résultant des dispositions contractuelles du présent marché.

En cas de prix promotionnels, il sera toujours fait application des prix les plus avantageux pour le Conservatoire.

### 6.5 – Avance

Une avance est versée lorsque les conditions prévues par le CCP et le CCAG-FCS sont remplies.

## **6.6 – Règlement des prestations**

### ***6.6.1 – Modalités de financement du présent marché***

Les dettes nées de l'exécution du présent marché sont libérées par prélèvement sur les crédits inscrits à cet effet sur le budget du Conservatoire.

Le marché n'est pas financé par des subventions.

### ***6.6.2 – Modalités de règlement***

Le Conservatoire paie les sommes dues en principal en exécution du présent marché public au Titulaire une fois le service fait, à terme échu, selon les règles de la comptabilité publique, par virement avec mandatement administratif, en créditant le compte indiqué sur l'acte d'engagement.

### ***6.6.3 – Calcul du montant dû par le Conservatoire au titre des prestations fournies***

Lorsque le marché prévoit le versement d'acomptes, à l'achèvement de certaines étapes de l'exécution des prestations, et qu'il indique la quotité du prix à régler à l'achèvement de chacune d'elles, la demande de paiement comprend :

- Pour chaque partie du présent marché exécutée, la quotité correspondante ;
- Pour chaque partie du présent marché entreprise, après accord du Conservatoire, une fraction de la quotité correspondante, égale au pourcentage d'exécution des prestations de la partie en cause.

### ***6.6.4 – Acceptation de la demande de paiement par le Conservatoire***

Par dérogation au paragraphe 11.6. du CCAG-FCS, le Conservatoire ne rectifie ni ne complète aucune demande de paiement.

Les demandes de paiement incomplètes ou erronées, y compris en ce qui concerne les mentions légales, sont rejetées.

### ***6.6.5 – Paiement pour solde et règlements partiels définitifs***

La demande de paiement est adressée au Conservatoire après admission des prestations à laquelle elle se réfère.

Si, après avoir été mis en demeure de le faire, le Titulaire ne produit pas sa demande de paiement, dans un délai de quarante-cinq jours courant à compter de l'admission des prestations, le Conservatoire peut procéder d'office à la liquidation, sur la base d'un décompte établi par ses soins. Ce décompte est notifié au Titulaire.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le Conservatoire règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires.

### ***6.6.6 – Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques***

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du Mandataire, sauf si le marché prévoit une

répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Quelle que soit la forme du groupement, le Mandataire est seul habilité à présenter au Conservatoire la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le Mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Le Mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

#### **6.6.7 - Délais de paiement - intérêts moratoires**

Conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 et suivants du Code, le Conservatoire paie les sommes dues en principal en exécution du présent marché dans le délai de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par lui, sauf lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, auquel cas le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations.

La date de réception de la demande de paiement effectuée par le Titulaire ou de tous autres documents nécessaires liés au règlement mensuel, constitue le point de départ du délai global de paiement fixé aux articles R. 2192-12 à R. 2192-14, R. 2192-16, R. 2192-17 et R. 2192-24 à R. 2192-26 du Code.

Ce délai peut être suspendu si la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Conformément à l'article L. 2192-12 du Code, le retard de paiement est constitué lorsque les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par le Conservatoire à l'expiration du délai de paiement.

Conformément à l'article L. 2192-13 du Code, dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement, le retard fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires et donne lieu également, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage, conformément à l'article R. 2192-31 du Code. Les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse, conformément à l'article R. 2192-32. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation, conformément à l'article R. 2192-33.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de quarante euros, conformément à l'article D. 2192-35 du Code.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal, conformément à l'article R. 2192-36.

### **6.6.8 – Taxes**

Les demandes de paiement sont adressées en montant hors taxe et toutes taxes comprises.

Le montant des règlements est calculé en appliquant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

En cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la TVA en vigueur à la date du fait générateur en vertu duquel les paiements sont exigibles.

## **6.7 – Demande de paiement (facture)**

### **6.7.1 – Contenu de la demande de paiement**

Le Titulaire établit sa demande de paiement selon les modalités fixées *infra*.

Lorsque le Titulaire remet au Conservatoire une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Conformément à l'article D. 2192-2 du Code et à l'article 11.3.2. du CCAG-FCS, sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures mentionnées aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code comportent au moins les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur ;
3. La désignation du destinataire de la facture ;
4. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
5. La référence du présent marché ;
6. La désignation du payeur, avec l'indication du Code d'identification du service chargé du paiement ;
7. La date d'exécution des services ;
8. La quantité ET la dénomination précise des prestations réalisées admises, établi conformément aux stipulations du présent marché et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux stipulations de l'article 30.3. du CCAG-FCS ;
9. Le détail des prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ;
10. Le montant total de la facture ;
11. Le montant total hors taxes ;
12. Le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

13. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
14. Le cas échéant, les modalités de règlement ;
15. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
16. Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients de révision des prix ;
17. Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du Code de commerce ; Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au Code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.
18. Lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du présent marché, la demande de paiement fait figurer également le montant correspondant à la période en cause ;
19. En cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci.

Les prix unitaires peuvent être fractionnés pour tenir compte des prestations en cours d'exécution.

En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du Titulaire défaillant, le surcoût supporté par le Conservatoire est déduit des sommes dues au Titulaire au titre des prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que le Conservatoire aurait dû régler au Titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du Titulaire défaillant.

#### **6.7.2 – Remise de la demande de paiement**

La remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations.

#### **6.7.3 – Transmission électronique des factures**

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code, le Titulaire est tenu de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique.

De plus, conformément à l'article R. 2192-3 du Code, l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures sont en conséquence à déposer sur le portail public de facturation CHORUS.

La demande de paiement peut être refusée par le Conservatoire lorsque celle-ci méconnaît les obligations de dématérialisation des factures à la charge du Titulaire.

#### **6.7.4 – Rejet de la demande de paiement**

En cas de non-conformité d'une demande de paiement aux éléments susmentionnés, celle-ci sera rejetée.

Cela vaut suspension du délai global de paiement jusqu'à réception d'une nouvelle demande de paiement conforme.

## **6.8 – Exécution financière**

### **6.8.1 – Acomptes**

Conformément aux articles L. 2191-4 et R. 2191-20 du Code, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes. Les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

Conformément à l'article R. 2191-21 le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

La périodicité des acomptes est fixée à trois mois, conformément à l'article R. 2191-22 du Code.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

### **6.8.2 – Retenue de garantie**

Le Titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

## **6.1 – Cession ou nantissement des créances**

Les créances résultant du présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux articles L. 2191-8 et R. 2191-45 et suivants du Code.

L'entrepreneur pourra bénéficier pour le présent marché, de l'affectation en nantissement dans les conditions définies aux articles R. 2191-46 et suivants du Code.



## ARTICLE 7 - DIFFÉRENTS ET PÉNALITÉS

### 7.1 - Résiliation du présent marché

*Confer* chapitre 7 du CCAG-FCS.

En précision de l'article 42 du CCAG-FCS, lorsque le Conservatoire résilie le marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du présent marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 2 %.

### 7.2 - Pénalités

L'ensemble des pénalités sont cumulables et sont déduites du montant restant dû par le Conservatoire.

Elles sont nettes de TVA.

Le Conservatoire peut émettre des titres de recette pendant l'exécution du marché afin de procéder au recouvrement des pénalités éventuelles.

Les pénalités n'ont en aucun cas un caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application desdites pénalités.

#### 7.2.1 - Pénalités pour retard

Il est dérogé à l'article 14.1. du CCAG-FCS.

En cas de retard dans l'exécution des prestations par le Titulaire, le Conservatoire peut appliquer des pénalités. Le cas échéant, elles sont appliquées sans mise en demeure préalable.

Toutefois, le Titulaire peut solliciter la clémence du Conservatoire en détaillant les conditions qui ont conduit au(x) retard(s) concerné(s).

##### 7.2.1.1) Pénalités pour retard de la livraison

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du Titulaire, celui-ci encourt, par jour calendaire de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 50 €.

#### 7.2.2 - Autres pénalités

Les pénalités suivantes sont encourues sur simple constatation d'un manquement contractuel :

- Non-conformité d'une facture : le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 60 € par facture concernée ;
- Non-conformité d'un bon de livraison : le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 60 € par bon concerné.

### 7.3 - Règlement des litiges

*Confer* chapitre 8 du CCAG-FCS.

## ARTICLE 8 – DISPOSITIONS DIVERSES

### 8.1 – Forme des notifications et informations

La notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification est faite prioritairement par le biais du profil acheteur du Conservatoire. À défaut, elle peut être faite à l'adresse électronique ou postale des parties mentionnée dans les documents particuliers du présent marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au Mandataire pour l'ensemble du groupement.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur du Conservatoire, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur, à l'issue de ce délai.

Pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du présent marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du présent marché puissent assurer des échanges en temps réels.

### 8.2 – Informations réciproques

#### ***8.2.1 – Informations données par le Conservatoire au Titulaire pendant l'exécution du présent marché***

Le Conservatoire communique au Titulaire toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au Titulaire pour l'exécution de son marché.

Il s'agit notamment :

- De toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire ;
- De toute observation ou de tout document adressé directement au Conservatoire par les autres intervenants.

Dans le cadre de son devoir de conseil, le Titulaire informe le Conservatoire s'il constate en cours d'exécution du présent marché que les documents comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions.

#### ***8.2.2 – Informations données par le Titulaire au Conservatoire***

Le Titulaire communique au Conservatoire toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au Conservatoire.

*8.2.2.1) Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du Titulaire*

*Confer* article 3.4.2. du CCAG-FCS.

Le Titulaire doit informer le représentant du Conservatoire de toute modification de son statut résultant d'une fusion, d'une absorption, d'un rachat ou d'un changement de raison sociale.

Le Conservatoire peut alors soit entériner le changement de Titulaire par la signature d'un avenant, soit décider la résiliation de plein droit du présent marché, sans indemnité ni préavis.

### **8.3 – Modalités de computation des délais d'exécution des prestations**

Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Les dates et heures applicables sont celles utilisées par les documents particuliers du présent marché pour les livraisons ou l'exécution des prestations.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois, à minuit.

Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés.

Le délai s'appliquant au Titulaire n'inclut pas le délai nécessaire au Conservatoire pour effectuer ses opérations de vérification et prendre sa décision.

### **8.4 – Pièces à remettre au Titulaire**

*Confer* chapitre 4.2. du CCAG-FCS.

### **8.5 – Prestations similaires**

Le Conservatoire peut passer avec le Titulaire des marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires à celles confiées dans le cadre du présent marché, dans le respect des dispositions de l'article R. 2122-7 du Code, dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent marché.

### **8.6 – Propriété intellectuelle**

*Confer* chapitre 6 du CCAG-FCS.

## **8.7 – Confidentialité, protection des données personnelles et mesures de sécurité**

*Confer* article 5 du CCAG-FCS.

## **8.8 – Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail**

*Confer* article 6 du CCAG-FCS.

### **8.8.1 – Lutte contre le travail dissimulé**

Conformément aux articles L. 8222-1, D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, le Titulaire du présent marché transmet tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du présent marché les pièces suivantes :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 (opérateur économique installé en France) ou D. 8222-7 (opérateur économique installé à l'étranger, auquel cas, les documents et attestations sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française, conformément à l'article D. 8222-8 du Code du travail) ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents.

### **8.8.2 – Emplois de travailleurs étrangers**

En application des articles L. 8254-1, D. 8254-1, D. 8254-2, D. 8254-3 et D. 8254-4 du Code du travail, si le Titulaire a recours à l'emploi de travailleurs étrangers, il remet alors au Conservatoire, tous les six mois, la liste nominative des salariés étrangers employés. Il la transmet à l'adresse électronique suivante : [marches.publics@cnsmdp.fr](mailto:marches.publics@cnsmdp.fr)

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

- Sa date d'embauche ;
- Sa nationalité ;
- Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

## **8.9 – Protection de l'environnement, sécurité et santé**

*Confer* article 7 du CCAG-FCS.

## **8.10 – Assurances et responsabilité**

*Confer* articles 8 et 9 du CCAG-FCS.

Il est dérogé au premier alinéa de l'article 9.2. en ce que le Titulaire aura justifié au moment de l'attribution qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie et précisant la nature des risques couverts et les montants de garantie.

## **8.11 – Transfert du présent marché**

Le Titulaire ne peut céder le présent marché sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur.

Le non-respect de cette clause entraîne de plein droit la résiliation immédiate du présent marché aux torts exclusifs du Titulaire.

Conformément à l'article R. 2194-6 du Code, un avenant est établi dans le cas d'une cession du présent marché, à la suite d'une opération de restructuration du Titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau Titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par le Conservatoire pour la participation à la procédure de passation du présent marché initial.

CONSULTATION

## ARTICLE 9 - DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Conformément à l'article 1.2. *in fine* du CCAG-FCS, il est dérogé par le présent CCAP aux articles suivants du CCAG-FCS :

Articles du CCAG-FCS	Articles du présent CCAP y dérogeant
3.3.	3.1.1 -
3.4.1.	3.1.2 -
4.1.	2.5 -
9.2., premier alinéa	8.10 -
10.2.1.	6.4 -
10.2.2.	6.4 -
11.6.	6.6.4 -
14.1.	7.2.1 -
16.2.1.	4.2.2 -